



## TRAVAILLER, SURVIVRE, RÉSISTER : LES LUTTES DES FEMMES DE LA PALESTINE À L'EST DU CONGO

© Ley Uwera - Solsoc 2025

**INTERVIEW p.2**  
Est de la RDC,  
entretien avec un  
médecin de Goma

**FOCUS INTERNATIONAL p.3**  
Palestine : quand l'occupation  
confisque aussi le travail des  
femmes

**BRÈVES p.4-5**  
Entrepreneuriat féminin |  
Solidarité syndicale | Départ  
de Véronique Wemaere



SOLSOC est une organisation non gouvernementale agréée par la coopération belge (DGD) pour mettre en œuvre des programmes de développement durable dans les pays partenaires. Elle est aussi l'organisation de solidarité internationale de l'Action commune socialiste qui constitue son ancrage historique et social. En partenariat avec différentes composantes de celle-ci, elle soutient des actions dans 8 pays en Amérique latine, en Afrique et au Proche-Orient. Notre objectif commun est de permettre aux populations de vivre plus dignement et d'accéder à leurs droits socio-économiques et politiques. En Belgique, Solsoc interpelle les décideur-euse-s belges et européen-ne-s afin de relayer les revendications de ses partenaires. Un travail d'information et de mobilisation du public est également mené avec d'autres organisations progressistes qui partagent ses valeurs de démocratie, de solidarité et de justice sociale.

Directrice : Veronique WEMAERE – Présidente : Estelle CEULEMANS

Vice-présidente : Martini HAGIEFSTRATIOU

Secrétaire/trésorière : Gabrielle JOTTRAND

Administrateur-riche-s : Alex ARNOLDY, Malik BEN ACHOUR,

Tanguy CORNU, Caroline HUT, Paul JAMMAR, Grégoire KABASELE,

Rafaël LAMAS, Florence LEPOIVRE, Arnaud LEVEQUE, Lara MANFREDI,

Francis MARLIER, Julien POT, Ahmed RYADI, Frédéric THOMAS, Noémie

VAN ERPS, Pascale VIELLE.

Imprimerie : Nuance 4 s.a. [www.nuance4.be](http://www.nuance4.be)

Adresse de l'expéditeur : Rue Coenraets, 68 – 1060 Bruxelles

N°32 Janvier – février – mars 2026



Solsoc est membre de l'association Récolte de fonds Ethique (RE-EF) et adhère à son code éthique. Vous avez ainsi une garantie supplémentaire que nous utilisons les dons que vous nous faites avec rigueur et précaution. Vous avez un droit à l'information.



Rue Coenraets, 68 -  
1060 Bruxelles

Tel : +32 (0)2 505 40 70

Email : [info@solsoc.be](mailto:info@solsoc.be)

CCP : BE07 8777 9913 0166

[facebook.com/SolsocASBL](https://www.facebook.com/SolsocASBL)

[@solsoc](https://www.instagram.com/solsoc)

Solsoc respecte les obligations légales telles que stipulées dans le Règlement Général sur la Protection des Données.

## ► É D I T O

# EN 2026, LA JOURNÉE DU 8 MARS DOIT RESTER UNE ÉVIDENCE

À l'heure où la protection des droits fondamentaux recule de façon généralisée dans de nombreuses régions du monde, consacrer une journée aux luttes pour les droits des femmes pourrait sembler symbolique. Et pourtant, les faits en rappellent l'importance : les inégalités de genre et les violences persistent, voire s'aggravent, tandis que les progrès restent lents, beaucoup trop lents.

Selon un rapport mis à jour en 2025 par l'Organisation mondiale de la Santé, près d'une femme sur trois dans le monde subit des violences physiques ou sexuelles au cours de sa vie. Dans les zones de conflit, les indicateurs sont tout aussi alarmants : le dernier rapport du Secrétaire général des Nations Unies indique que 676 millions de femmes vivent à moins de 50 km de conflits meurtriers, un niveau inédit depuis les années 1990. En seulement deux ans, le nombre de victimes civiles parmi les femmes et les enfants a été multiplié par quatre, tandis que les violences sexuelles liées aux conflits ont augmenté de 87 %. Malgré l'adoption en 2000 de la résolution 1325 « Femmes, Paix et Sécurité », promettant de placer les femmes au cœur des efforts de paix, le constat est amer. Les données mondiales disponibles indiquent qu'en 2024, elles ne représentaient en moyenne que 7 % des négociateur-riche-s et 14 % des médiateur-riche-s dans les processus de paix officiels.

À l'heure où les dépenses militaires explosent dans le monde et que les violences envers les femmes stagnent ou s'aggravent, les financements destinés à l'inclusion des femmes dans les processus de paix et à l'aide vitale pour les femmes et les filles prises au piège des conflits diminuent. Le 8 mars n'est pas une fête. Il rappelle une évidence que l'on ne peut ignorer : l'égalité entre femmes et hommes est un pilier indispensable pour un monde pacifique, juste, prospère et durable.

Estelle Ceulemans, présidente de Solsoc.



Johanna de Tessières ©  
RDC Solsoc 2014

“

La situation s'est fortement aggravée. Lors des combats pour la prise de Goma, la ville a été paralysée pendant plusieurs jours : impossible pour nos patient-e-s d'accéder aux soins.

Nous avons perdu plus d'une dizaine de personnes, certaines tuées par balles, d'autres des suites du manque de traitements ou de suivi médical.

”



La suite de l'entretien est à découvrir sur [solsoc.be](https://solsoc.be)



## ► I N T E R V I E W

# À L'EST DE LA RDC, LE RETRAIT D'USAID FRAGILISE LES FEMMES ET LA CONTINUITÉ DES SOINS

ENTRETIEN AVEC UN MÉDECIN DE GOMA

À l'est de la République démocratique du Congo, la guerre, la pauvreté et la réduction des financements internationaux plongent la population dans une crise humanitaire durable. Pour comprendre la situation, nous nous entretenons avec un médecin travaillant pour une ONG locale dans l'est de la RDC, qui a souhaité rester anonyme pour des raisons de sécurité. Depuis Goma, ville aujourd'hui sous occupation du groupe rebelle M23, il témoigne des conséquences concrètes de la guerre et du recul de l'aide internationale sur les personnes les plus vulnérables. Il décrit un contexte extrêmement difficile où les femmes sont quotidiennement exposées aux violences sexuelles, à la précarité et à un accès aux soins de plus en plus fragilisé.

Comment travaillez-vous dans ce contexte d'insécurité permanente ?

La situation s'est fortement aggravée. Lors des combats pour la prise de Goma, la ville a été paralysée pendant plusieurs jours : impossible pour nos patient-e-s d'accéder aux soins. Nous avons perdu plus d'une dizaine de personnes, certaines tuées par balles, d'autres des suites du manque de traitements ou de suivi médical. Depuis, l'instabilité sécuritaire et économique complique notre quotidien. La fermeture des banques, les perturbations des circuits de marchandises, les difficultés administratives. Nous devons sans cesse nous adapter, parfois avec des solutions précaires comme les paiements mobiles pour maintenir un minimum d'activités. Il y a peu encore, nous avons connu une rupture de médicaments contre la tuberculose pendant plus de trois mois. Ces aléas auxquels nous devons nous adapter suscitent de l'inquiétude en permanence.

Quel constat faites-vous aujourd'hui sur la situation des femmes à l'est de la RDC ?

Aujourd'hui, les femmes congolaises, particulièrement à l'Est, vivent une souffrance et une précarité difficiles à décrire. Depuis des années, des familles fuient les violences et se déplacent pour protéger leurs enfants. Dans ce contexte, ce sont souvent les femmes qui portent cette responsabilité : ce sont elles qui tiennent le foyer et qui prennent leurs enfants sur le dos pour fuir quand la violence s'intensifie. Mais elles ne fuient pas seulement les combats : elles fuient aussi la menace permanente du viol. À tout moment, une femme peut être agressée. Nous recevons des victimes de violences sexuelles, et comme soignants il est parfois très difficile de faire face à cette souffrance.

La précarité aggrave encore la situation. Nous observons une baisse inquiétante de l'âge d'entrée dans la prostitution : certaines filles ont à peine 12 ans. Beaucoup sont orphelines ou vivent dans la rue. Quand on leur demande si elles peuvent arrêter, elles répondent : « Si j'arrête, qu'est-ce que je vais manger ? » Cela montre l'absence d'alternatives économiques.

Le risque, à long terme, est celui d'une génération de jeunes filles durablement marquées par la violence, l'exploitation et le manque de perspectives. C'est un enjeu majeur pour l'avenir de toute la société.

## PALESTINE : QUAND L'OCCUPATION CONFISQUE AUSSI LE TRAVAIL DES FEMMES

Le génocide à Gaza et l'intensification de la colonisation en Cisjordanie ont plongé l'économie palestinienne dans une situation catastrophique. Le tissu socio-économique palestinien, déjà fragilisé par des décennies d'occupation, offre peu de perspectives d'emplois, aggravant plus particulièrement la vulnérabilité des femmes. Et pourtant, la situation des Palestiniennes révèle une contradiction frappante : si elles ont des taux de scolarisation et de formation supérieurs à la moyenne mondiale (surpassant ceux des garçons), cela ne se traduit pas en matière de perspectives d'emploi. Les femmes ont un taux de participation très faible sur le marché du travail, autour de 18-20 %, soit l'un des plus bas au monde.

### À GAZA, UNE ÉCONOMIE EN RUINE

À Gaza, deux années et demie de bombardements et de destruction systématique ont mis l'activité économique pratiquement à l'arrêt. En 2024, l'économie de Gaza s'est effondrée, son PIB a chuté de plus de 83 %. La grande majorité des installations commerciales ont été endommagées et presque tous les terrains agricoles détruits. Le taux d'activité des personnes âgées de 15 ans et plus s'établissait à seulement 29,9 %, avec une forte disparité entre les hommes et les femmes (47,7 % pour les hommes et 12,3 % pour les femmes). Des dizaines de milliers de foyers sont désormais dirigés par des femmes. Malgré la situation désastreuse, certaines femmes continuent de travailler, principalement dans l'aide humanitaire ou l'entrepreneuriat informel.

### EN CISJORDANIE : UNE ÉCONOMIE ÉTRANGLÉE

En Cisjordanie, les conditions de l'occupation se sont durcies et l'expansion des colonies s'est accélérée. Les coûts de production ont augmenté, les infrastructures sont vieillissantes, les restrictions d'accès à la terre, à l'eau et à d'autres ressources économiques vitales imposées par Israël ont étranglé le développement économique et entraîné une dépendance accrue à l'aide internationale pour répondre au défi de la pauvreté généralisée. Le taux de chômage en Cisjordanie a connu une augmentation drastique, atteignant environ 32 % en 2024, contre 13 % avant octobre 2023. La mobilité des travailleur-euse-s s'est considérablement restreinte avec la multiplication des checkpoints et les attaques récurrentes des colons sur les routes. Cela a pour conséquence des durées de trajets imprévisibles, souvent longues, avec des répercussions plus importantes pour les femmes, qui sont souvent



Mona Al-Tneib à la ferme Hakuritna, à Irtah (Tulkarem).  
© Popular Art Center 2025

contraintes de chercher du travail dans leur localité, réduisant ainsi leurs opportunités.

### LES FREINS À L'EMPLOI FÉMININ

Les obstacles liés à la colonisation et l'occupation se doublent de contraintes sociales et juridiques propres au contexte palestinien. Si la loi palestinienne prévoit une égalité formelle entre hommes et femmes, aucune sanction n'est prévue pour ceux qui ne la respecteraient pas. Le congé de maternité est par exemple très mal perçu par les employeur-euse-s du secteur privé, qui privilégient l'embauche d'hommes ou licencient leurs employées lorsqu'elles se marient. Le faible taux de syndicalisation des femmes engendre une faible défense de leurs droits par les syndicats. De même, il n'existe pas de mouvement féministe unifié en Palestine qui pourrait porter efficacement ce type de combat.

Par ailleurs, en matière de formation, les filières principalement suivies par les filles ne sont pas les plus pourvoyeuses d'emploi. Par la suite, on retrouve prioritairement les femmes au sein de secteurs



© MAAN Development Center 2025

caractérisés par les bas salaires ou le travail informel, à savoir les services, l'éducation, l'agriculture, le secteur public, et le soin aux personnes. Enfin, le faible accès à l'emploi renforce les normes patriarcales et l'idée que la place des femmes est au foyer, ce qui peut se traduire par des mariages précoces, une mobilité restreinte et une moindre capacité à contester les violences de genre.

### COOPÉRATIVES : ESPOIR ET RÉSISTANCE

Malgré ce contexte, des femmes inventent de nouvelles formes de résistance économique. À Gaza, la couturière Suhad Saidam, déplacée à plusieurs reprises, a fondé une coopérative avec d'autres réfugiées. Grâce au soutien d'ONG palestiniennes comme Ma'an Development Center et le Popular Art Center (partenaires de Solsoc), elles ont pu acheter du matériel, installer un panneau solaire et relancer une production textile qui s'inscrit dans l'économie sociale et solidaire.

En Cisjordanie aussi, des coopératives de femmes se développent, notamment dans le domaine agricole. Leur objectif : créer des emplois dignes, produire localement et préserver la terre palestinienne de la confiscation. Ces coopératives, en renouant avec des pratiques collectives et solidaires, apportent à leurs membres non seulement un revenu, mais aussi une dignité et un sentiment d'appartenance.

L'émancipation économique des femmes palestiniennes ne peut être dissociée du contexte d'occupation et de violence dans lequel elles vivent. C'est pourquoi chaque parcelle de terre cultivée, chaque atelier collectif, chaque femme qui choisit de résister par le travail incarne la lutte pour la justice et la dignité de toutes et tous.

## ► BRÈVES

### À OUAGADOUGOU, L'ENTREPRENEURIAT FÉMININ MOTEUR DE CHANGEMENT

Du 25 au 30 novembre 2025, Ouagadougou (Burkina Faso) a accueilli la 14e édition du Forum International des Femmes Entrepreneures et Dynamiques. Pendant une semaine, des femmes venues de différents horizons se sont réunies pour partager leurs expériences, renforcer leurs réseaux et promouvoir un entrepreneuriat féminin porteur de changement social et économique.

Une semaine d'inspiration à laquelle notre partenaire au Burkina, l'ONG ASMADE, et le réseau de femmes entrepreneures du CARTPL a largement contribué, et a permis de valoriser l'économie sociale et solidaire comme voie à suivre pour un modèle économique plus respectueux. Une belle mobilisation des femmes, toutes engagées pour faire rayonner l'entrepreneuriat et le leadership féminins.

Lors de ces échanges, une invitée de marque a pu contribuer aux réflexions : la députée fédérale belge Lydia Mutyebele. Sa présence, en tant que femme politique engagée, a nourri les échanges entre leaders féminines. Cette rencontre a confirmé le rôle essentiel que peut jouer l'économie sociale et solidaire dans l'inclusion des femmes pour un marché économique plus juste et durable.



DÉPART DE VERONIQUE WEMAERE APRÈS UNE BELLE CARRIÈRE CHEZ SOLSOC



Il y a 36 ans, Véronique Wemaere franchissait pour la première fois les portes de Solsoc, animée par la volonté de s'engager pour un monde plus juste. Pendant plus de deux décennies, elle a œuvré au sein du service international, accompagnant les partenaires du Sénégal, du Burkina Faso et du Maroc. Après une expérience au cabinet de la coopération belge, aux côtés de Paul Magnette et de Jean-Pascal Labille, elle revient à Solsoc pour en prendre la direction. Pendant 13 années, Véronique a guidé l'organisation avec conviction, professionnalisme et une profonde exigence de justice sociale, marquant durablement l'organisation et ses partenaires internationaux en Afrique, en Amérique latine et au Moyen-Orient.

Son engagement constant et sa capacité à préserver l'identité et les valeurs de Solsoc dans un monde en mutation resteront une source d'inspiration pour toute l'équipe. Au moment de tourner cette page, c'est avec beaucoup d'émotion et une profonde gratitude que l'ensemble des collègues lui adresse un chaleureux « au revoir » et la remercie pour ces années consacrées à faire de Solsoc une organisation légitime et reconnue. Solsoc accueillera le 1er avril Stéphanie Lecharlier à sa direction, dans la continuité d'un engagement collectif solidaire.



### SOLIDARITÉ SYNDICALE BELGIQUE– BOLIVIE : UNE LUTTE COMMUNE POUR UN TRAVAIL DÉCENT

Du 4 au 10 février, une délégation de la FGTB Horval et de Solsoc s'est rendue en Bolivie pour rencontrer et soutenir des partenaires syndicaux à un moment clé pour le mouvement ouvrier. Les échanges avec plusieurs organisations, dont la Confédération générale des ouvrier-e-s de Bolivie (CGTFB), la Fédération des travailleur-euse-s dans la restauration (FSTSB) et la Centrale Ouvrière Bolivienne (COB), ont mis en évidence la mobilisation croissante des travailleurs et travailleuses (y compris de l'économie informelle) pour défendre l'emploi, les droits sociaux et la négociation collective malgré un dialogue tendu avec le nouveau gouvernement de droite.

La formation syndicale joue un rôle central dans cette dynamique : l'École d'éducation et de formation politico-syndicale contribue à renforcer les capacités des travailleurs et travailleuses, à promouvoir la participation des femmes et à soutenir un syndicalisme plus inclusif. Des ateliers sur le genre, l'environnement et le leadership participent ainsi à renouveler les pratiques et les stratégies du mouvement syndical bolivien. Ensemble, partenaires belges et boliviens poursuivent un combat commun pour la dignité, l'égalité et un travail décent pour toutes et tous.

## ► A G E N D A



**Vendredi 3 avril** – Une soirée de rencontres et d'échange lors de la « **Palestinian Land Day** ». Avec les interventions de Francesca Albanese et Noura Erakat, de 17h30 à 22h aux Halles de Schaerbeek (Rue Royale-Sainte-Marie 222, 1030 Schaerbeek).

**Samedi 11 avril** – Fête de la solidarité internationale du CNCD, à Namur (Asenal). Venez découvrir l'expo de Solsoc JUST !

**Vendredi 1er mai** – Fête du travail 2026 : comme chaque année, Solsoc vous attend avec son bar solidaire. Venez aussi voir l'expo JUST dans le village associatif au Mont des Arts (1000, Bruxelles).

**Dimanche 31 mai** – Solsoc participera aux « **20 km de Bruxelles** » avec l'équipe « **Run4Palestine** » pour récolter des fonds pour nos projets en Palestine, en partenariat avec l'ABP.



SIGNEZ L'INITIATIVE CITOYENNE EUROPÉENNE POUR DEMANDER LA SUSPENSION DE L'ACCORD D'ASSOCIATION UE-ISRAËL !

L'État d'Israël est responsable :

- D'un nombre sans précédent de morts et de blessés parmi les civils
- Des déplacements à grande échelle de la population
- De la destruction systématique des hôpitaux et des installations médicales à Gaza
- Du blocus de l'aide humanitaire, qui pourrait s'apparenter à un recours à la famine comme méthode de guerre
- Des nombreuses violations du droit international
- Il ne prévient pas le crime de génocide, contrairement à ce qui a été ordonné par la Cour internationale de justice.

Pourtant, l'Union européenne n'a toujours pas suspendu son accord d'association avec Israël, pierre angulaire de la coopération bilatérale entre l'UE et Israël en matière de commerce, d'économie et de politique. [www.justiceforpalestine.eu](http://www.justiceforpalestine.eu)



Scannez ici

**Assureurs,  
mais humains  
avant tout.**

**Parce que nos  
conseillers P&V  
vivent au  
quotidien les  
mêmes situations  
que vous.**



**Assurances**